

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, j'ai déjà discuté de ces questions avec le premier ministre (M. Trudeau). Elles sont actuellement à l'étude et l'on tiendra compte des vues exprimées par le député, lesquelles semblent être de retarder autant que possible les élections.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement, car mon ami, comme il en a l'habitude, a mal interprété mes propos. Les élections peuvent avoir lieu dès que le gouvernement le décidera. J'estime simplement qu'un budget devrait être présenté avant des élections.

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, c'est très amusant de voir les vieux routiers du Parlement s'amuser avec la procédure! A tout événement, à la suite de sa première réponse au leader de l'opposition officielle, le président du Conseil privé (M. MacEachen) à énuméré plusieurs projets de loi qui doivent nécessairement être étudiés et peut-être adoptés par le Parlement, mais cela va demander plusieurs séances. Je ne voudrais pas non plus, monsieur le président, être indiscret au sujet de la conversation que j'ai eue avec le ministre des Finances (M. Chrétien) pendant la séance au vu et au su de tout le monde. On ne s'est pas caché, monsieur le président, c'était ici même.

A tout événement, pour revenir très sérieusement aux travaux de la Chambre, je voudrais demander au président du Conseil privé si réellement il sera possible d'étudier tous ces projets de loi d'une façon normale. Je suis prêt à donner mon accord—mes collègues également—pour que fonctionnent normalement le Parlement et l'administration de notre pays, mais il est normal qu'on ait l'assurance que le président du Conseil privé nous donnera cette possibilité dans des délais normaux, nonobstant la tenue des élections générales. Évidemment, nous sommes prêts pour la tenue d'élections générales si le très honorable premier ministre (M. Trudeau) décide de déclencher des élections, mais pour le moment oublions cela et travaillons pour administrer le mieux possible notre pays. Là-dessus je voudrais faire préciser par le président du Conseil privé si tous les bills qu'il a énumérés tout à l'heure nous parviendront d'une façon normale, pour qu'on puisse délibérer et les adopter normalement selon la conception de chacun.

● (1512)

[Traduction]

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, le député a formulé dans sa question une réserve que j'accepte, notamment la possibilité d'élections. Cela mis à part, les bills seront étudiés de la façon habituelle.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement pour la même raison. En septembre dernier, le premier ministre (M. Trudeau) a promis qu'il présenterait un projet de loi créant un ministère des pêches distinct. C'est une question très importante et à laquelle on accorde une certaine priorité dans les provinces Maritimes. Lundi dernier, le ministre des Pêches et de l'Environnement (M. LeBlanc) a dit à la Chambre que le gouvernement présenterait un projet de loi créant le ministère des Pêches et qu'il accorderait à la question une assez haute priorité. Puis-je demander au leader du gouvernement à la

Conseil économique

Chambre si nous pouvons compter sur la présentation de ce projet de loi tendant à modifier la loi sur l'organisation du gouvernement et à établir un ministère des Pêches avant la dissolution des Chambres ou avant le congé d'été, selon la première éventualité.

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, le gouvernement attache une grande importance à ce projet de loi. Je suis heureux que le député en ait parlé. Nous le présenterons aussitôt que possible et nous l'étudierons aussi rapidement que les députés le voudront, ce qui veut dire très rapidement, je crois.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, une question se pose à propos de l'ordre des travaux prévus pour demain. Mon ami a annoncé son intention de mettre en délibération le bill C-26, puis le bill C-21. Aurait-il objection à changer cet ordre et à mettre d'abord le bill C-21 en discussion? Je peux lui assurer que le débat sera effectivement très court et que nous adopterons le bill aussitôt présenté.

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, le bill C-21 est, sauf erreur, la loi sur le transfèrement des délinquants. Je ne vois aucune objection à ce qu'on l'étudie avant l'autre.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

GESTION ET SERVICES AUX DÉPUTÉS

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): J'ai l'honneur de présenter le quatrième rapport du comité permanent de la gestion et des services aux députés.

JUSTICE ET QUESTIONS JURIDIQUES

Mme Simma Holt (Vancouver Kingsway): J'ai l'honneur de présenter le deuxième rapport du comité permanent de la justice et des questions juridiques.

[Note de l'éditeur: Le texte des rapports précités figure aux Procès-verbaux de ce jour.]

* * *

[Français]

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA

DÉPÔT D'UNE LETTRE ADRESSÉE AU D^r SYLVIA OSTRY

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, conformément aux dispositions de l'article 41 du Règlement, j'aimerais déposer dans les deux langues officielles une lettre que j'ai envoyée au D^r Sylvia Ostry, présidente du Conseil économique du Canada.

[Traduction]

Cette lettre demande au Conseil économique du Canada d'assumer certaines responsabilités en vue d'analyser l'évolution de l'inflation et de la productivité au cours de la période qui suivra le 14 avril 1978, et établit les conditions et les limites de ce mandat.